

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Fourniture et recyclage de vêtements de travail
et d'équipement de protection individuelle (EPI)

Réf.marché : CCIR-DRA-2024-65

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pour objet la fourniture et le recyclage de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle (EPI), pour la CCI région HAUTS-DE-FRANCE, l'ensemble des 7 CCI locales sur le territoire Hauts-France, ainsi que les 5 centres LAHO Formation.

L'accord-cadre est décomposé en lots :

- Lot n°1 : Fourniture de vêtements de travail et d'EPI ;
- Lot n°2 : Recyclage des vêtements de travail et des EPI.

La liste des vêtements de travail et des EPI figure au bordereau des prix unitaires (BPU).

Un détail estimatif quantitatif (DQE) est fourni au titre de la présente consultation. Ce DQE indique une estimation des commandes annuelles et n'est pas contractuel, il sert à la notation des offres et à aider le candidat dans le chiffrage de son offre financière.

Le titulaire s'engage dans les conditions définies dans le présent C.C.T.P à fournir l'ensemble des articles mentionnés.

ARTICLE 2. LISTE DES SITES DE LIVRAISON ET DE RECUPERATION

La liste des sites de livraison et de récupération figure dans l'annexe n°1 au CCTP, intitulée « Liste des sites », présente dans le dossier de consultation des entreprises.

Conformément à la clause de réexamen du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), l'acheteur se réserve le droit de supprimer certains sites de livraison, ou d'en créer de nouveaux, notamment si les prestations sont étendues à d'autres catégories de personnel non prévues à ce jour. Dans ce cas, l'annexe n° 1 au C.C.T.P sera modifiée en conséquence par avenant, et communiquée au titulaire.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DES VETEMENTS DE TRAVAIL ET EPI

Les vêtements de travail et les EPI objet du présent contrat sont prévus principalement pour les usages métiers suivants :

- Travaux d'entretien et de maintenance de bâtiment ;
- Visites de chantier ;
- Opérations et formations en logistique en entrepôt ;
- Opérations et maintenance en usine d'épuration.

Tout EPI doit être conforme aux exigences de sécurité. La conformité est attestée par le marquage CE et une déclaration UE de conformité.

Les EPI sujets à vieillissement comme les casques doivent indiquer leur date de fabrication ou une date de péremption.

La date indiquée sur les casques doit permettre leur utilisation au moins pendant 3 ans à compter de la date d'achat.

Chaque marquage sur EPI doit être réalisée de manière visible et indélébile.

Vêtements de travail et de protection :

Les vêtements proposés doivent répondre aux normes en vigueur en France au moment de la commande, normes qui définissent et garantissent les exigences générales en matière d'ergonomie, de vieillissement, de tailles, de marquage, de sécurité et d'informations à fournir par le fabricant.

La coupe des vêtements est adaptée à « l'usage métier » qui en est fait, décrits ci-dessus.

Les modèles proposés garantissent un parfait confort des agents utilisateurs par leur souplesse, leur légèreté et leur bonne aération. Les vêtements portés à même la peau (tee-shirts, pantalons) sont obligatoirement proposés en coton majoritaire (sauf contre-indication réglementaire).

Tailles :

Les vêtements référencés au bordereau des prix devront pouvoir être commandés dans les délais stipulés à l'acte d'engagement, dans les tailles suivantes : S, M, L, XL, XXL et XXXL ou les tailles allant du 36 au 52 inclus (selon le type de vêtement).

Cependant, le titulaire doit être en mesure de fournir pour toutes les références exigées ou équivalentes une gamme de tailles plus étendue, sur demande de l'acheteur. Dans ce cas, la commande se fera après réception du devis du titulaire, selon le délai spécifique indiqué à l'acte d'engagement.

Tout article fourni doit être accompagné de sa fiche de spécifications, d'origine, d'utilisation et d'entretien rédigée en langue française.

La persistance de la couleur doit être conforme aux normes en vigueur concernant la résistance au frottement, au soleil, à la sueur et au nettoyage industriel.

Pour chaque article, une fiche technique détaillée rédigée en langue française est fournie indiquant :

- Les caractéristiques des articles (coutures, type de col, fermeture, poches...) avec la photographie ;
- Les textiles utilisés et les proportions de compositions ;
- Le nombre maximum de cycles de lavage supportés par le vêtement ;
- La durée de vie du vêtement ;
- Les coloris disponibles ;
- Les tailles proposées.

La notice du fabricant est intégrée à la liste des exigences essentielles de santé et de sécurité auxquelles doit répondre l'EPI, et doit accompagner le produit. Elle doit contenir de nombreuses informations utiles à l'utilisateur :

- les nom et adresse du fabricant ou de son mandataire établi dans la Communauté ;
- les instructions de stockage, d'emploi, de nettoyage, d'entretien ou de désinfection ;
- les performances et la classe de protection du produit, ainsi que le risque à couvrir pour lequel il a été conçu, de même que ses limites d'utilisation ;
- la signification du marquage concernant la santé et la sécurité s'il existe (en vertu d'une norme harmonisée de référence, par exemple) ; le délai de péremption ou les données permettant à l'acquéreur ou l'utilisateur de déterminer un délai de péremption praticable ;
- la référence au règlement (UE) n° 2016/425 ;
- le nom et le numéro d'identification de chaque « organisme notifié » (ON) intervenant dans l'évaluation de la conformité de l'EPI ;
- les références de normes harmonisées utilisées ou d'autres spécifications techniques utilisées pour la conception/fabrication ;
- l'adresse du site internet où la déclaration UE de conformité puisse être aisément consultée, à moins que cette déclaration n'accompagne l'EPI, auquel cas la notice peut s'affranchir de préciser les références au règlement (UE) EPI, aux ON chargés de l'évaluation de la conformité, aux normes harmonisées et autres spécifications utilisées.

Spécificités pour les vêtements de haute visibilité

Les normes ISO 13688, ISO 20471, EN 342 et EN 343 relatives aux vêtements de signalisation de haute visibilité pour usage professionnel s'appliquent.

Conformément à la norme ISO 20471 et en fonction de la matière visible utilisée, les surfaces minimales obligatoires (m²) sont les suivantes :

Type de matière	Vêtement de classe 1	Vêtement de classe 2	Vêtement de classe 3
Surface de matière fluorescente	0,14	0,50	0,80
Surface de matière retroréfléchissante	0,10	0,13	0,20

Tous les articles fournis doivent tenir 50 cycles de lavage minimum (tissus, boutons ou pressions inox, matières rétro réfléchissantes / fluorescentes, coutures...). Le titulaire détaillera dans son offre les préconisations d'entretien et de nettoyage de l'ensemble des articles proposés permettant leur tenue au lavage selon le nombre de cycles de lavage précédemment décrit.

Chaussures et bottes de protection

Les chaussures et bottes proposées doivent répondre aux normes européennes de sécurité ISO 20344, EN 345, EN 346, ISO 20347 qui définissent et garantissent les exigences générales en matière d'ergonomie, de vieillissement, de tailles, de marquage et d'informations à fournir par le fabricant. Tout article fourni doit être accompagné de sa fiche de spécifications, d'utilisation et d'entretien rédigée en français.

Tailles Chaussures et bottes de protection :

Les chaussures et bottes référencées au bordereau des prix unitaires devront pouvoir être commandées dans les délais stipulés à l'acte d'engagement, dans les tailles suivantes : 36 à 46.

Cependant, le titulaire doit être en mesure de fournir pour toutes les références exigées ou équivalentes une gamme de tailles plus étendue, sur demande de l'acheteur. Dans ce cas, la commande se fera après réception du devis du titulaire, selon le délai spécifique indiqué à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 DESCRIPTIONS DES ARTICLES

La description de chaque article figure au bordereau des prix unitaires (BPU). Le titulaire doit impérativement fournir une référence conforme à toutes les spécifications techniques exigées, et dans le respect des normes en vigueur.

En cas de rupture de stock provisoire sur une référence, le titulaire devrait fournir une référence équivalente à l'article figurant au bordereau des prix unitaires. L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la proposition du titulaire.

En cas de rupture de stock définitive, une modification de la référence figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) sera actée par avenant, conformément à la clause de réexamen du cahier des clauses administratives particulières (CCAP). La nouvelle référence devra être conforme à toutes les prescriptions du présent CCTP et du bordereau des prix unitaires. L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser la proposition du titulaire.

ARTICLE 5 SYSTEME DE PRISE DE COMMANDE

Le prestataire proposera un système de gestion informatisé permettant :

- Le recours systématique au cœur de liste mis en place afin de maîtriser les coûts directs et indirects de gestion des articles les plus usuels ;
- Un système de double validation des commandes : saisie de la commande et validation du panier de commande par l'utilisateur (validation n°1) et validation finale (validation n°2) le cas échéant pour enclencher la livraison.
- De rendre des champs de renseignement obligatoires pour pouvoir valider le panier de commande notamment la référence interne de la commande (n° du bon de commande interne)
- La sortie, depuis l'appliquatif, et **sous format .pdf**, du devis correspondant à la commande désirée, qui sera intégré dans le workflow achats du Pouvoir Adjudicateur.
- L'existence d'un suivi des commandes et d'un workflow de validation fondé sur des droits et des habilitations
- Pour les commandes hors bordereau : le système de gestion informatisé doit permettre l'accès aux références hors bordereau des prix que le titulaire propose.
- La production de statistiques de type consommation par produit, par site, par service et par période à des fins de suivis d'activités propres à la maîtrise des coûts du groupement mais également de contrôle de la facturation.

Le prestataire devra :

- Proposer un plan de déploiement du système de gestion informatisé : analyse des besoins, cadrage, développement et/ou paramétrages.
- Assurer la formation des utilisateurs soit par une formation directe auprès de chaque utilisateur ou par une formation de « formateurs » et à cet effet mettre à disposition les procédures et les kits d'utilisation pour la gestion des commandes.

Les administrateurs se verront par ailleurs communiquer les procédures et les kits d'utilisation pour la procédure de validation et la production des suivis de consommations et autres reportings.

A ce titre, le candidat précisera un mode opératoire et une durée prévisionnelle de déploiement.

- Assurer le Service Après-Vente en cas de problème avec les marchandises fournies et proposer un système de régularisation d'erreur d'où qu'elle provienne.
- Garantir un suivi commercial et opérationnel (suivi des prestations matérialisées notamment par la production systématique d'un reporting quantitatif et qualitatif par site).

Sur chacun de ces points, le candidat devra décrire ses prestations de manière détaillée en précisant les choix techniques, fonctionnels, organisationnels.

Le candidat détaillera les fonctionnalités répondant aux besoins exprimés ci-dessus.

Enfin, le candidat pourra être force de proposition sur son offre de services sans dégrader les objectifs de réductions des coûts et les objectifs environnementaux, les engagements de qualité de service, la fiabilité des fournitures et consommables et la relation de proximité du candidat dans le suivi des prestations

ARTICLE 6 QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES VETEMENTS DE TRAVAIL ET DES EPI

Conformément au décret n° 2022-748 du 29 avril 2022, qui met en application l'article 13 I de la loi AGECE, loi anti-gaspillage pour une économie circulaire du 11 février 2020, le titulaire doit fournir les informations sur certaines caractéristiques environnementales des produits achetés.

Pour les textiles, deux informations supplémentaires sont obligatoires : la traçabilité géographique des trois grandes étapes de fabrication (tissage, teinture, assemblage/finition) ainsi qu'un avertissement pour les textiles majoritairement synthétiques qui rejettent des fibres micro plastiques lors du lavage.

Pour être en conformité avec ses obligations issues du Décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, la CCI se fixe un objectif en proportion des montants de commande suivants (sur la base du DQE), sur la partie 1 du BPU « Vêtements de travail et accessoires textiles » :

- Pourcentage intégrant des matières recyclées : 25%
- Pourcentage issu du réemploi ou de la réutilisation : 15%

La différence entre réemploi, réutilisation et recyclage est liée au statut et à l'usage de l'objet réemployé ou réutilisé.

Le réemploi est une opération qui permet à des biens, qui ne sont pas des déchets, d'être utilisés à nouveau. Sans qu'il n'y ait de modification de leur usage initial

La réutilisation est une opération qui permet à un déchet d'être utilisé à nouveau en détournant éventuellement son usage initial.

Enfin, Le recyclage est l'opération par laquelle la matière première d'un déchet est utilisé pour fabriquer un nouvel objet.

ARTICLE 7 RECYCLAGE DES EPI (LOT 2)

Il est attendu du prestataire une solution de revalorisation la plus optimale possible des EPI.

Les spécificités techniques des EPI à recycler sont détaillées dans le bordereau des prix (lot n°2). Le candidat devra prendre connaissance de celles-ci pour trouver les solutions les plus adaptées.

Il est précisé que les seuls les vêtements de travail et EPI n'ayant plus de valeur marchande font l'objet de cette prestation.

Le titulaire devra fournir les contenants adaptés afin de récolter les EPI usagés et les récupérer sur site (cf annexe « liste des sites » pour le lieu d'enlèvement des EPI pour recyclage). Il devra également assurer la traçabilité du processus de recyclage des EPI grâce à un certificat ou une attestation qu'il remet l'acheteur.

Le Prestataire précise dans son mémoire technique, les modalités de recyclage des EPI (revalorisation, destruction, etc.)

Par suite des différents contrôles obligatoires des EPI, il peut être envisager de faire procéder à leur recyclage.

Ainsi, les contrôles suivants obligatoires peuvent amenés à solliciter le titulaire du lot 2 :

- En cas de vérification visuelle avant chaque utilisation et détection des EPI défectueux ou périmés ;
- En cas de Vérifications Générales Périodiques (VGP) formalisées => L'objectif étant de s'assurer du maintien en conformité et d'éventuelles réparations, en se basant sur des indicateurs de détérioration (usure des composants...), la date / le délai de péremption, etc.

La réglementation fixe la nature et la périodicité de certaines VGP. Pour les autres, le pouvoir adjudicateur choisit la périodicité en fonction des contraintes et de la notice du fabricant.